



HAL
open science

L'Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire (ODCI), un début de démocratisation de la société ivoirienne ?

Olivier Kouassi Kouassi

► To cite this version:

Olivier Kouassi Kouassi. L'Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire (ODCI), un début de démocratisation de la société ivoirienne?. Réseaux sociaux, traces numériques communication électronique, Sami Zutni et Fabien Liénard Université Le Havre, Jun 2018, Le Havre, France. pp.836. hal-04274286

HAL Id: hal-04274286

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-04274286>

Submitted on 8 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Olivier KOUASSI KOUASSI

L'Observatoire démocratique de Côte d'Ivoire (ODCI), un début de démocratisation de la société ivoirienne ?

Introduction

La création de l'Observatoire Démocratique en Côte d'Ivoire, (ODCI) en 2015 s'est faite dans un contexte de tension politique et sociale particulier. La crise postélectorale de 2010-2011 marquée par l'arrestation et la comparution de l'ex Président Laurent Gbagbo devant la Cour Pénale Internationale, va engendrer un climat de méfiance croissant dans cette Côte d'Ivoire qui se prépare alors à de nouvelles élections¹. Avec un peu plus 148 000 membres au mois de mars 2018, le forum ODCI observé constitue une plateforme nationale de discussion sur divers sujets. Nous analyserons d'abord les profils sociaux et ethniques des gestionnaires (modérateurs et administrateurs) de ce forum, ensuite les sujet majeurs qui s'y sont discutés, enfin le degré de liberté d'expression et d'opinion sur ODCI.

Problématique

Comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'une des problématiques majeures de la mise en œuvre et de la consolidation de la démocratie en Côte d'Ivoire est celle de la liberté d'expression et d'opinion politique. Cette notion est interprétée différemment par les acteurs politiques selon leurs positions dans le jeu et dans le système de gouvernance. Ce manque de consensus sémantique sur un terme aussi important dans la gouvernance moderne est à la fois source de frustration, de répression, et de conflits parfois assez violents. Après plus de deux décennies de pluralisme politique, le processus démocratique (hors la tenue régulière d'élection) semble « boiteux » en Côte d'Ivoire comme d'autres pays du continent Africain (Guèy, 2009). Les médias publics malgré les tentatives de réformes sont restés attachés aux présidents de la république et de leurs familles politiques (Tozzo, 2005).

¹ Le mandat du président de la république en Côte d'Ivoire a une durée de cinq années renouvelable une fois selon l'article 55 de la constitution ivoirienne. Alassane Ouattara arrivé au pouvoir suite à l'élection d'octobre 2010 est alors candidat à sa propre succession à ce scrutin auquel le FPI de Laurent se présente à moitié. En effet, suite à la crise, le Front Populaire Ivoirien connaît une crise interne et se divise en deux groupes : le camp de Aboudramane Sangaré (qui exige la libération totale des prisonniers politiques y compris le président sortant Laurent Gbagbo) décide de boycotter les élections présidentielle, législative et communales. Le second groupe est conduit par l'ex-premier ministre de Laurent Gbagbo, Pascal Affi N'guessan qui lui se montre plus modéré (négocier la libération des prisonniers tout en participant au processus électoral et donc se porte candidat à ce scrutin d'octobre 2015.

L'émergence de la presse privée qui suit l'avènement du pluralisme politique dès 1990 semble avoir manqué l'objectif. Ainsi,

« rompant le monopole étatique, tare congénitale du secteur audiovisuel africain,(...) ont certes contribué à définir les contours d'un nouvel espace public, à instaurer une tradition de contestation, à désacraliser l'autorité, proposer de nouvelles modalités de participation aux citoyens,(...) pourtant, tandis que le pluralisme politique a pu montrer ses limites ou son incapacité à apporter de véritables changements, et que la société civile s'est engluée dans ses ambiguïtés et des ambitions cachées, les nouveaux médias privés ont bien vite prouvé qu'ils n'étaient pas des enfants de chœur de la démocratie² » (Frère, 2005 : 7).

Ce bref état des lieux sur l'environnement politique, social et médiatique, amène s'interroger à plusieurs niveaux. Sur la base de la polémique, de l'influence du patronyme sur l'appartenance politique, sur quel critère sociopolitique fonctionne l'Observatoire Démocratique en Côte d'Ivoire ? L'ODCI peut-il servir à faire émerger et construire la démocratie discursive et participative en Côte d'Ivoire ? En d'autres termes, les réseaux socionumériques réussiront-ils là où les médias publics et la presse privée ont échoué ?

Cadre de référence théorique et méthodologique

Cadre de référence théorique

Notre réflexion prend comme appuis théorique, l'analyse conversationnelle des forums de discussion telle que questionnée par Michel Marcoccia (2004). La nature conversationnelle ou non des forums de discussion est abordée par Marcoccia sous quatre enjeux essentiels. Pour Marcoccia, « *un forum de discussion est une correspondance électronique archivée automatiquement, un document numérique dynamique, produit collectivement de manière interactive* » (2006 : 4).

Le premier enjeu est sa constitution en tant que corpus. C'est un défi pour l'analyse, au regard de la difficulté à trouver des fils de discussions moins récents. Le second enjeu est celui de l'identification du type de conversation auquel il convient d'assimiler celles des forums de discussion. Sur le principe de l'unité de site et de l'unité thématique, le forum de

² Marie-Soleil frère, Médias, journaliste et espace public, politique africaine, N°97, mars 2005, P.7

discussion est appréhendé comme une conversation mais de type souple, vue la possibilité qu'ont les participants d'entrer et de sortir de la discussion à leur rythme propre.

Cadre méthodologique

Pour répondre à notre préoccupation centrale à savoir si l'ODCI peut constituer un cadre d'instauration de la démocratie discussive et participative en Côte d'Ivoire, la réflexion sera menée selon une démarche méthodologique à la fois qualitative et quantitative. Il s'agira, sur la base du corpus, de prendre en compte les éléments numériques aussi bien que les éléments phrastiques. Ainsi les indicateurs tels que le nombre de publications relevées dans le groupe relatives à chacun des sujets choisis, en fonction de leur ancrage sociopolitique en Côte d'Ivoire sont analysés dans une perspective statistique. Afin de mettre en évidence le contexte sociopolitique de cette étude, l'analyse prendra en compte les conversations dans une perspective sémantique, langagière mais surtout contextuelle. Le corpus de cette étude s'appuie sur les publications ayant eu lieu entre Septembre 2017 et mars 2018. Quatre sujets majeurs ont retenu notre attention : le coup d'Etat de 1999, la rébellion de 2002, la crise postélectorale de 2010-2011, la crise identitaire que traverse le pays depuis 1995, suite à la politisation de la notion «d'ivoirité ». Le choix de ces quatre thèmes se justifie par le fait qu'ils constituent les points focaux de la tension politique en Côte d'Ivoire depuis 1995, date de la première élection présidentielle ouverte à l'opposition après le décès du premier président Houphouët-Boigny.

Les résultats de l'étude

Analyse du profil socio ethnique des responsables du forum l'ODCI à partir de leurs patronymes

Les différentes crises mentionnées *supra* ont contribué à créer une atmosphère de méfiance et à ancrer nombre de préjugés concernant une catégorisation d'appartenance politique sur un fond régional, ethnique, voir religieux. Pour illustrer nos propos, le rejet des médias d'Etat tels que la télévision et la radio nationale, accusées d'être pro Ouattara sur la base, notamment, des patronymes des agents jugés à consonance nordiste ; le Nord, la région du président Ouattara.

Le tableau 1 présenté à l'occasion de la communication du colloque montre une cartographie des origines géographique des responsables de ce forum de discussion. L'on perçoit ainsi une prédominance des patronymes à consonance du Nord de la Côte d'Ivoire.

Tableau n° 1 : Patronymes et de l'origine géographique des responsables de l'ODCI

Fonctions	Patronymes	Origines géographiques probables	Nombre	pourcentage
Fondateur	COFFIE Thierry	Sud de la Côte d'Ivoire	1	12,5%
Administrateur Et Rédacteurs	KOUASSI Bolou	Centre ouest de la Côte d'Ivoire	1	12,5%
	DAHOUET Armand AZAGOH Edouard	Ouest de la Côte d'Ivoire	2	25%
	KOUADIO	Centre de la Côte d'Ivoire	1	12,5%
	NAVIGUE Gyna DIAKITE Fatouma NAOUAR Linda	Nord de la Côte d'Ivoire	3	37,5%

Le patronyme en Côte d'Ivoire permet de situer approximativement l'origine géographique d'un individu. Nous parlons d'approximation dans la mesure où le brassage communautaire par le moyen des mariages entre communautés réduit de plus en plus l'exactitude de l'origine géographique par le patronyme. Cependant, il y a une relative proportionnalité dans la répartition géographique allant du Nord au Sud, passant par le Centre et le Centre Ouest. Si les 37% des administrateurs et rédacteurs sont visiblement du Nord, la méfiance peut être tempérée par l'équilibre apporté par le fondateur qui dispose d'un patronyme d'origine du Sud Est. La seconde région la plus représentée est celle de l'Ouest avec 25% des administrateurs et rédacteurs. Le Centre et le Centre Ouest détiennent équitablement 12,5% des membres.

La compréhension de la pertinence de ces chiffres est fortement liée à celle du contexte sociopolitique lui-même. D'abord, la tension politique actuelle en Côte d'Ivoire se manifeste plus entre le Nord et l'Ouest. En effet, la Côte d'Ivoire ayant été dirigée de 1960 à 1999 par les natifs du Centre (Baoulé), cette communauté manifeste une sorte de satisfaction au point qu'elle n'hésite pas à s'attribuer la paternité de l'État et de la lutte pour l'émancipation politique. Cette

auto proclamation est erronée puisque l'on sait que toutes les communautés nationales ont contribué à la lutte contre le colonialisme, en témoigne la marche des femmes sur Grand Bassam et 1949. Ainsi la lutte pour le pouvoir d'État s'est déplacée et est devenue plus intense depuis octobre 2000, selon l'origine des leaders politiques : entre le Centre et l'Ouest (Houphouët/Gbagbo puis Bédié /Gbagbo) et entre le Nord et l'Ouest (Gbagbo/ Ouattara).

Le Centre, aujourd'hui considéré comme allié du Nord du fait de l'alliance politique RHDP (Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix), est moins actif dans le conflit politique en Côte d'Ivoire. L'équilibre relatif entre le Nord et l'Ouest dans la répartition géographique des responsables de l'ODCI est fait à dessin. Il s'agit de rassurer les citoyens, les internautes quant à non appartenance, au non rattachement du forum à une formation politique, même à une région spécifique. C'est donc une sorte de neutralité, préalable nécessaire, du cadre participatif de l'ODCI.

L'on perçoit ainsi une prédominance des patronymes à consonance du Nord de la Côte d'Ivoire. En fait, les noms en gras et en majuscules indiquent le patronyme. Aussi, le patronyme en Côte d'Ivoire permet de situer approximativement l'origine géographique d'un individu. Nous parlons d'approximation dans la mesure où le brassage communautaire par le moyen des mariages entre communautés réduit de plus en plus l'exactitude de l'origine géographique par le patronyme. Cependant, il y a une relative proportionnalité dans la répartition géographique allant du Nord au Sud, passant par le Centre et le Centre Ouest. Si les 37% des administrateurs et rédacteurs sont visiblement du Nord, la méfiance peut-être stoppée par l'équilibre apportée par le fondateur avec un nom d'origine du Sud Est.

La seconde région la plus représentée est celle de l'Ouest avec 25% des administrateurs et rédacteurs. Le Centre et le Centre Ouest détiennent chacune 12,5% des membres. La compréhension de la pertinence de ces chiffres est fortement liée à celle du contexte sociopolitique lui-même.

D'abord, la tension politique actuelle en Côte d'Ivoire se manifeste plus entre le Nord et l'Ouest. En effet, la Côte d'Ivoire ayant été dirigée³ de 1960 à 1999 par les natifs du Centre (Baoulé), cette communauté manifeste une sorte de satisfaction au point qu'elle n'hésite pas à s'attribuer la paternité de l'Etat et de la lutte pour l'émancipation politique. Même si cette auto proclamation paraît fausse, quand on sait que toutes les communautés nationales ont contribué à

³ Le premier Président de la République de Côte d'Ivoire a été Félix Houphouët-Boigny de 1960 à 1993, succédé par Henri Konan Bédié de 1993 à 1999.

la lutte contre le colonialisme, en témoigne la marche⁴ des femmes sur Grand Bassam et 1949. Ainsi la lutte pour le pouvoir d'Etat s'est transportée et est devenue plus intense depuis octobre 2000, entre le Centre et l'Ouest (Houphouët/ Gbagbo puis, Bédié /Gbagbo), entre Nord et Ouest (Gbagbo/ Ouattara).

Le Centre, aujourd'hui considéré comme allié du Nord du fait de l'alliance politique RHDP (Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix) est moins actif dans le conflit politique en Côte d'Ivoire. L'équilibre relatif entre le Nord et l'Ouest dans la répartition géographique des responsables de l'ODCI est fait à dessin.

Il s'agit de rassurer les internautes de la non appartenance du forum à une formation politique encore moins à une région spécifique. C'est donc une sorte de neutralité au préalable du cadre participatif de l'ODCI.

Tableau n° 2 : Thèmes de l'étude et leur récurrence dans les discussions sur le forum ODCI, de septembre 2017 à mars 2018

Thèmes	Nombre de réactions	Pourcentage (%)
Coup d'Etat 1999	0	0%
Rébellion 2002	317	8.61%
Crise postélectorale 2010-2011 et Gouvernance Ouattara	1377	37.41%
Conflit identitaire	1986	53.96%
Total	3680	100%

Interprétation du tableau 2

⁴ Voir Henriette Diabaté, La marche des femmes sur Grand-Bassam, Nouvelles éditions africaine, Abidjan, Dakar, 1975, PP.39-54. Au cours de cette marche de libération des leurs maris détenus pour leurs opinions politiques, ces femmes qui ont marché d'Abidjan à Grand-Bassam (environ 30 km) ont reçu le soutien d'autres femmes de la ville de Grand Bassam et ont tenté à mains nues de se rendre à la prison civile où étaient détenus leurs maris. Empêchées par l'armée coloniale, qui avait pris position sur le pont reliant le quartier français au reste de la ville, ces femmes ont été battues et pulvérisées d'acide sous l'ordre de l'administration coloniale. Cette marche, bien que les femmes n'aient pu obtenir la libéralisation de leur époux, est qualifiée d'historique et fait office de victoire pour toutes ces femmes, parce que ces dernières ont osé affronter les colons armés. Ce pont a depuis cette date été baptisé « le pont de la victoire ».

Quoique l'ODCI ne soit pas représentative en termes de plateforme d'expression, d'échange, la répartition des 3680 réactions dans ce tableau sur ces quatre sujets semble significative. En effet, la thématique qui mobilise le pourcentage le plus élevé (53.96%), est le problème identitaire qui est lui-même l'une des racines de la rébellion de septembre 2002 dont les conséquences ont conduit inéluctablement à la crise postélectorale de 2010-2011. C'est un sujet sociopolitique très sensible en Côte d'Ivoire. Pour toute personne avertie de la scène politique ivoirienne, il est imprudent d'évoquer la question de l'origine des personnalités politiques. D'une manière spécifique, le doute porté sur la nationalité ivoirienne de l'actuel président Alassane Ouattara a intensifié ce débat. Les populations d'origine du Nord de la Côte d'Ivoire se sont alors progressivement regroupées autour de Ouattara, devenu leur leader politique en 1994 suite au décès de Djéni Kobena président Fondateur du RDR (Rassemblement Des Républicains). La crise postélectorale et la gouvernance de Ouattara occupant le second rang de ce tableau se justifie en partie par son actualité, son déroulement au jour le jour. Notons aussi que les procès de l'ex-président Laurent Gbagbo et celui de son ministre de la jeunesse et de l'emploi des jeunes Charles Blé Goudé, qui se déroulent à la Cour Pénale internationale contribue à faire monter d'un cran la tension politique. Cette publication d'un originaire du Nord probablement partisan de Ouattara, illustre bien le propos.

Capture d'écran n° 1 : Image de caricature de l'Ex-président Laurent Gbagbo

Traore Moussa

Vous la vous n'êtes pas encore fatigué ? Ce qui est sûr moi je me débrouille ici a la cpi,



Capture d'écran réalisée sur ODCI par Olivier Kouassi, 25 mars 2018

Sur cette image en effet, l'ex-président est rabaissé à un niveau socio-intellectuel faible. L'auteur de cette publication compare en effet Laurent Gbagbo aux ressortissants du Niger (pays voisin de l'Afrique de l'ouest), qui arrivent en Côte d'Ivoire sans niveaux intellectuels et qui ont comme métier de subsistance le bricolage ou encore le raccommodage des vêtements à l'aide de machines à coudre qu'ils portent sur leurs épaules. Il s'agit là d'une provocation volontaire destination des partisans de Gbagbo. Cela nous ramène ainsi à la « théorie naïve du comportement » élaborée par Laucken (1973) et reprise par Pierre Bange (1992). Selon cette théorie, chaque actions ou réaction humaine vise à atteindre un but bien spécifique. L'auteur de l'action sait alors quel élément peut provoquer l'atteinte de son objectif. D'autre part, l'épineux problème de corruption et de la gabegie financière qui mine l'État de Côte d'Ivoire depuis des générations (et face auquel Ouattara semble impuissant) est comme une énergie d'activation de la tension politique. Le pourcentage nul concernant la thématique du coup d'État militaire du 24 décembre 1999, qui n'a suscité aucune réaction sur le forum durant la période de notre étude, est également porteur de sens. Ce manque d'intérêt des participants pour ce sujet peut s'expliquer par trois raisons fondamentales :

- 1- d'abord, la plus part des participants de l'ODCI n'ont pas vécu cet évènement avec une conscience d'analyse politique, car trop jeune pour la majorité ; ils ont donc oublié par la force du temps les conséquences néfastes de ce coup de force militaire ;
- 2- ensuite, comme nous l'avons évoqué en début d'article, ce coup d'État qui emporte le gouvernement d'Henri Konan Bédié paraît comme justifié notamment du fait de la longue vie au pouvoir de ce parti politique et, au-delà, de ce groupe ethnique mais au-delà de ce groupe ethnique (les populations du Centre) ;
- 3- enfin, l'alliance politique entre le PDCI (Parti Démocratique de Côte d'Ivoire) et le RDR (Rassemblement Des Républicains) au sein du RHDP (Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix) freine les commentaires sur ce coup d'État. Les partisans du PDCI ne souhaiteraient pas fragiliser cette alliance politique en ravivant les moments douloureux entre les deux formations politiques. Alassane Ouattara, alors en exil sous la gouvernance de Bédié qui intensifie le débat sur la nationalité par le concept de l' « Ivoirité ». Cependant, Ouattara annonce en début d'année 1999 son retour prochain en Côte d'Ivoire ; retour qu'il effectue après la chute du pouvoir Bédié. C'est ce fait ou simplement coïncidence qui confère à Ouattara la paternité de ce coup de force

jusqu'aujourd'hui resté dans la conscience populaire. Le silence des partisans du PDCI sur cet événement en cette période d'alliance politique vise à préserver leur collaboration.

L'ODCI se présente ainsi comme une plateforme efficace de discussion contradictoire quasiment impossible sur les médias classiques : télévision, radio et la presse privées ou publiques, compte tenu du le contexte sociopolitique actuel en Côte d'Ivoire.

L'ODCI, le défi de concilier liberté d'expression et l'absence de violence verbale ?

Au cœur des enjeux sociaux du processus démocratique en Côte d'Ivoire se trouve l'éradication de l'extrême violence dans les débats politiques. C'est même un défi pour les fondateurs de l'ODCI qui l'ont d'ailleurs bien signifié au préambule de la charte expresse du forum. Les valeurs démocratiques si bien mentionnées « NEUTRALITE, LIBERTE COLLECTIVE » se posent comme un préalable à une victoire du « convaincre sur le vaincre, de l'Amour sur la haine et de la paix sur la guerre » comme le martèle la charte dans ses 20 articles. Pour l'atteinte de ces objectifs, le forum déclare s'opposer radicalement aux propos haineux, à la diffamation et aux litiges personnels sur le forum. Les articles 1 et 2 portent respectivement sur la sanction (radiation) des contrevenants à cette charte et le règlement des litiges en « in box » afin d'éviter le désordre sur le forum. Le défi peut être l'élimination des propos de types discriminatoire à l'égard notamment des ressortissants des pays voisins qui essaient de se lancer dans le débat politique national. Ce conflit identitaire éclabousse au passage bon nombre de ceux qui partagent les mêmes patronymes dans la sous-région Ouest africaine (Mali, Burkina Faso, Guinée Conakry, etc.). Voici un nouvel exemple de publication qui illustre le propos à ce sujet.

Capture d'écran n° 2 : Illustration du débat autour de la crise identitaire

Arsenal Konan

19 septembre 2017

ODCI venez trancher un débat farouche actuellement entre mes amis et moi. Moi je dis "le nom #Dembélé n'est pas un nom ivoirien" et ils veulent me frapper#

1 104 commentaires

1partage

Capture d'écran réalisée sur ODCI par Olivier Kouassi, 10 octobre 2017

Les 1104 réactions à cette publication portent essentiellement sur son caractère discriminatoire. En fait, le patronyme dont il est question « Dembélé » est porté par les ressortissants des trois pays frontaliers cités mais et aussi les populations du Nord de la Côte d'Ivoire. Ce type de propos est donc une attaque discursive contre le Nord et finalement traduit fidèlement ce qu'est le conflit identitaire qui déchire la Côte d'Ivoire depuis des décennies. La rébellion de 2002 est un facteur d'amplification de ce conflit surtout lorsque l'identité des rebelles mis aux arrêts a permis de révéler que certains appartenaient aux forces de sécurité de ces pays voisins. Au-delà, le grand mérite de l'ODCI, qu'aucun média classique ne peut revendiquer, est de permettre le débat autour d'un sujet aussi sensible en Côte d'Ivoire. Il était possible, dans le contexte complexe, d'en discuter au sein d'un cercle familial mais pas sur la place publique, pas au sein de l'espace public ! Les réseaux sociaux numériques paraissent permettre son émergence et cela interroge même incontestablement la notion même de l'espace public. D'autant que les 1104 réactions sont visiblement révélatrices du désir qu'éprouvent les ivoiriens de débattre sur ces sujets presque tabous. Nous rejoignons ici Tourya Guaaybess, lorsqu'elle estime que

« les aspirations des sociétés du Sud à une gouvernance plus démocratique n'a pas attendu Facebook, seulement Facebook n'a été qu'un moyen d'expression de cette aspiration (Guaaybess, 2017 : 208).

Peut-on parler d'une liberté d'expression sur l'ODCI ?

Comme la majorité des pays où la liberté d'expression reste limitée, l'auteur d'un discours ou une publication dans les médias en Côte d'Ivoire peut être sanctionné de diverses manières. Ainsi lorsque les textes juridiques le permettent, un citoyen dont les écrits et les réactions « dérangeant » peut être arrêté et conduit en prison. Lorsque cette première condition n'est pas réunie, celui-ci met d'avantage sa vie en danger. Au lieu de la prison, il peut être victime de d'enlèvement ou même d'assassinat ; ou ses proches peuvent être séquestrés et battus violemment. Les exemples sont malheureusement trop nombreux à l'image du journaliste Canadien Guy André Kieffer, assassiné en 2004 à Abidjan. Les médias eux-mêmes peuvent être visés, comme ce fut le cas pour les locaux du journal *Notre Voie* saccagés en 2011. Ce climat de terreur permanent et imprévisible tient à distance le journaliste dans l'exercice de son métier sur un certain nombre de sujets. Ainsi, même si les textes juridiques sur l'usage des réseaux sociaux numériques ne permettent pas encore de traquer avec précision des internautes « incontrôlables », la méfiance demeure chez nombreux membres de l'ODCI. Ceux-ci se contentent juste de visiter le forum et de voir les réactions et publications des

autres, sans y laisser de traces numériques de leur passage. Ils intègrent ainsi la liste des lecteurs silencieux (Marras, 2014 : 8), comme en atteste la publication suivante, publication qui a généré 810 réactions et 51 partages en seulement 2 jours.

Capture d'écran n° 3 : Illustration de la surveillance étatique sur l'ODCI

Rayna Sié

10 mars, 12:41 ·

ODCI c'est les USA. Il y a une fausse liberté d'expression. Tu parles mais tu es sur écoute (sur capture). Tu peux poster à midi au bureau, à 14H tu as la visite du FBI et à 20H tu es sur CNN.#

810 commentaire et 51 partage sur d'autres interfaces

Capture d'écran réalisée sur ODCI par Olivier Kouassi, 15 mars 2018

À côté des lecteurs silencieux, d'autres membres de l'ODCI sont ce que nous pouvons dénommer des commentateurs réservés. Ces derniers activent régulièrement le bouton « J'aime », et recourent couramment à un jargon, un langage particulier que seuls les initiés peuvent décoder.

Capture d'écran n° 4 : Illustration des stratégies de contournement du débat sur ODCI



Fifif Acadien

Hummm ayoka

Edouard Doh

Bonjour maca

Capture d'écran réalisée sur ODCI par Olivier Kouassi, 20 mars 2018

Ces deux réactions, incohérentes syntaxiquement, sont pourtant porteuses de sens. Celle de gauche, est produite dans une langue locale (en l'occurrence le Bété, la langue maternelle de l'ex-président Laurent Gbagbo) : a une connotation péjorative... une forme de facilitations mais en le précédant de « Hummm », elle exprime la déception implicitement. Celle de droite, en langue française n'est pas moins complexe. La MACA est la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan : c'est la prison civile la plus connue du pays. Ainsi l'on peut dire à travers cette courte phrase « Bonjour maca », que l'auteur attire l'attention des commentateurs en rappelant qu'ils risquent la prison en y réagissant. Ici, la primauté du contexte ou le langage sur la langue telle que soulignée par Pierre Bange (1992) se révèle essentielle. Les internautes sont donc conscients de la présence des espions dans le schéma actantiel des forums des discussions par ordinateur, particulièrement et/ou des réseaux

socionumériques d'autant que plus dans un contexte sociopolitique de vive tension comme c'est le cas en Côte d'Ivoire.

Conclusion

Au regard de ce qui précède, on peut affirmer que les réseaux socionumériques en Côte d'Ivoire, constituent un espace public visiblement ouvert à tous. L'ODCI est donc dans une dynamique d'optimisation du processus démocratique enclenché depuis 1990 mais qui, 25 années après en est encore à la phase de germination. Sur cette base, l'ODCI atteint l'objectif puisqu'il s'ouvre à tous ceux qui sont en mesure d'utiliser Internet. Mais peut-être est-ce justement à ce niveau où le bât blesse ?

Références Bibliographiques

AMÉLIE Seigneur, (2011). Méthode d'analyse des discours. In : Revue française de gestion. 2011. n° 2, p. 29.

ATCHOUA, N'guessan Julien. (2013) *Communication en question*. Deuxième semestre, Vol. 1, n°2, Octobre / Novembre 2013, p. 29.

ATIFI, Hassan et MARCOCCIA, Michel, (2008). Communication médiatisée par ordinateur et variation culturelle : analyse contrastive de forums de discussion français et marocains. Les Carnets du Cediscor [En ligne], 9/2006, mis en ligne 01 avril 2008, consulté le 19 avril 2018, URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/629>

BANÉGAS, Richard. (2010) La politique du « gbonhi ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire ». *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, p. 25. *Crossref*, Doi:10.3917/gen.081.0025.

BOUVIER, Alban, (1998) La dynamique des relations de confiance et d'autorité au sein de la démocratie dite « participative » et « délibérative »: Un exemple typique : le Débat Public « loi Barnier » en Provence-Côte d'Azur ». *Revue européenne des sciences sociales*, n° XLV136, février 2007, p. 181230. *Crossref*, Doi:10.4000/ress.97.

CHOUIKHA, Larbi, TOURYA Guaaybess (dir.) (2015), Cadrages journalistiques des « révolutions arabes » dans le monde. Paris, L'Harmattan, Coll. « Communication et Civilisation ». In : Communication. Information médias théories pratiques [en ligne]. 17 août 2016. n° vol. 34/1. [Consulté le 8 avril 2018]. Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/communication/6901>.

DEBBASCH, Odile. (1996) « La formation des partis uniques africains ». *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, vol. 2, n° 1, p. 5194. *Crossref*, Doi:10.3406/remmm.1966.930

FRÈRE, Marie-Soleil, (2005). Médias, journalistes et espace public [Texte imprimé]; Côte d'Ivoire : le canari d'eau de Jacques Chirac. S.l. : Paris : Karthala. imp. 2005. ISBN 978-2-84586-645-4. Metz - Saulcy Salle Archives des revues VP143

FRÈRE, Marie-Soleil, (2010). Élections et médias en Afrique centrale [Texte imprimé] : voie des urnes, voix de la paix ? S.l. : Paris : Institut Panos-Paris. Karthala. impr. 2010. Hommes et sociétés. ISBN 978-2-8111-0314-9. Nancy - Droit Sciences Économiques - BU Salle de recherche 320.966 FRE

GAXIE, Daniel, (1987), Éditions Le Seuil. « Le cens caché ». *Réseaux*, vol. 5, n° 22, 1987, p. 2951. *Crossref*, Doi:10.3406/reso.1987.1237.

GILBERT, Toppé (2010), *Communication politique et Développement en Côte d'Ivoire*, éditions Harmattan, Paris, 2010, p.236

GREFFET, Fabienne, et Stéphanie Wojcik, (2014), « La citoyenneté numérique : Perspectives de recherche ». *Réseaux*, vol. n° 184-185, n° 2, 2014, p. 125. *Crossref*, Doi: 10.3917/res.184.0125.

GUÈYE, Babacar, (2009). La démocratie en Afrique : succès et résistances, Summary. In : *Pouvoirs*. 23 mars 2009. n° 129, p. 526. Doi 10.3917/pouv.129.0005.

GUILLAUME, Soro (2005), *Pourquoi je suis devenu rebelle*, édition Hachette, Éssais, Paris, P. 173

MARCOCCIA, Michel, (2006), L'analyse conversationnelle des forums de discussion : questionnements méthodologiques, *Les Carnets du Cediscor* [En ligne] 8/2004, mis en ligne le 01 novembre, 2006, consulté le 30 30 avril 2019, URL : <http://journals.openedition.org/cediscor/2202006>

MARCOCCIA, Michel, (2010). Les forums de discussion d'adolescents : pratiques d'écritures et compétences communicatives, Abstract. In : *Revue française de linguistique appliquée*. 13 décembre 2010. Vol. XV, n° 2, p. 139154.

BANGE, Pierre, (1992), « À propos de la communication et de l'apprentissage de L2 (notamment dans ses formes institutionnelles) », *Acquisition et interaction en langue étrangère* [En ligne], 1 | 1992, mis en ligne le 06 février 2012, consulté le 14 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/aile/4875> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aile.4875>

TOZO, Émile. A., (2005). La réforme des medias publics en Afrique de l'Ouest. Servir le gouvernement ou le citoyen ? In : *POLITIQUE AFRICAINE*. 2005. n° 97, p. 99.